

Rouen, Mercredi 2 octobre 2024

Monsieur Bertrand BELLANGER
Président
Département de la Seine-Maritime
Quai Jean Moulin
76100 Rouen

N/Réf : CG/GC/ - 02/10/2024

Objet : Proposition d'une mission d'information sur l'Aide Sociale à l'Enfance en Seine-Maritime

Monsieur le Président,

La situation de l'Aide Sociale à l'Enfance dans le département de la Seine-Maritime suscite encore de nombreuses interrogations et inquiétudes. L'intensité et l'urgence des débats autour de ces enjeux lors de la réunion du Conseil Départemental du 22 février dernier, mais aussi de nombreuses interpellations de notre collectivité en marge de ce conseil (concertation, manifestations des professionnels du secteur du médico-social...), ont mis davantage en lumière la nécessité de mener une évaluation sereine et collective de l'Aide Sociale à l'Enfance en Seine-Maritime.

En effet, Monsieur le Président, nous estimons que les conclusions des Rencontres Départementales de Prévention et de Protection de l'Enfance (RDPPE) présentées lors de cette dernière séance départementale, ainsi que la feuille de route Enfance/Famille, n'ont pas permis de dresser un état des lieux exhaustif. Cet état des lieux est pourtant nécessaire afin de dresser des objectifs et une méthodologie claire qui permettent à la fois de répondre au retard pris dans l'exécution des mesures de placements de façon actualisée, mais aussi de répondre aux difficultés que rencontrent les professionnels du secteur pour mener à bien leurs missions et ainsi répondre aux besoins des enfants et de leurs familles.

Nous mesurons bien toute la complexité de ce défi, qui a été, à juste titre, soulignée par l'ensemble des groupes départementaux. De nombreux métiers souffrent d'un manque d'attractivité et de reconnaissance, les besoins augmentent et sont de plus en plus complexes notamment en raison de la crise de l'accueil et des insuffisances en matière de prévention. Face à cette situation, nos groupes souhaitent un travail objectif, responsable, pluraliste et transparent. Pour cela, nous le souhaitons également ouvert sur l'ensemble des acteurs concernés, pour apporter, nous l'espérons, des réponses justes.

À cette fin, le Département doit pouvoir utiliser tous les outils à sa disposition permettant d'éclairer les débats et les décisions qui en découleront. Ces considérations motivent notre demande de mise en œuvre des dispositions de l'article L.3121-22-1 du CHCT et de l'article 28 du règlement intérieur, afin de constituer une mission d'information et d'évaluation relative à l'Aide Sociale à l'Enfance en Seine-Maritime.

Cette mission aurait pour objectif de compléter les travaux des RDPPE par un suivi approfondi du déploiement des mesures du plan d'action et de proposer des évolutions en s'appuyant sur les travaux engagés par l'Assemblée nationale ainsi que sur une plus large écoute localement aux préoccupations exprimées par les professionnels. Elle permettrait ainsi d'être davantage à l'écoute des préoccupations et revendications listées ci-dessous des professionnels du médico-social pour qui la situation est très durement vécue (manque de considération, sentiment d'isolement, incapacité de répondre aux besoins, même essentiels, des enfants, perte de sens de ce qu'est finalement la protection de l'enfance...) et de partager des éléments de connaissance précis de manière collective en étudiant :

- **Le nombre de mesures non exécutées par type et par trimestre depuis le début du mandat**
- **La durée moyenne avant la mise en œuvre des mesures**
- **Le pourcentage d'agents formés et le pourcentage non formés ou titulaire d'un diplôme moniteur ou éducateur**
- **La mise en œuvre des dispositions issues de la loi Taquet, notamment :**
 - **La mise en œuvre du droit au repos des assistants familiaux,**

- **Le nombre de jeunes confiés en hôtel,**
- **Le nombre d'article L 421-18 pour les assistants familiaux,**
- **Le nombre de dérogations pour les assistants familiaux**
- **Le nombre d'extension des agréments pour les assistants familiaux,**
- **Le nombre de retours à l'ASE après sortie du dispositif,**
- **...**
- **L'évaluation précise des crédits dédiés à l'ASE année par année depuis le début du mandat,**
- **Le temps d'accueil moyen des enfants en pouponnière depuis le début du mandat,**
- **Le temps d'accueil moyen en Famille d'accueil depuis le début du mandat,**
- **Le temps d'accueil moyen en foyer depuis le début du mandat,**
- **L'évolution de la durée moyenne globale des placements depuis le début du mandat,**
- **Le taux d'encadrement moyen dans les foyers et les pouponnières et dans les familles d'accueil,**
- **Le nombre de situations de jeunes confiés à l'ASE en foyers, en pouponnières et en famille d'accueil suivies par professionnels (éducateurs, psychologues),**
- **Le nombre de contrats jeunes majeurs et leurs durées,**
- **La liste des formations dont ont bénéficié les travailleurs sociaux notamment dans les services d'accueil d'urgence,**
- **Les effectifs par métiers et par structures,**
- **Le nombre d'heures moyen en supervision et en analyse des pratiques professionnelles par métiers et par structure,**
- **Nombre moyen de jours d'arrêts maladie, le taux d'absentéisme, le taux d'accident du travail et de maladie professionnelle,**
- **Le taux du turn-over des professionnels par métiers,**

La durée de cette mission serait de six mois à compter de sa création, soit le temps nécessaire estimé pour recueillir les informations et procéder à leur évaluation. Un rapport de restitution sera alors transmis lors de la séance plénière du conseil départemental du mois de février 2025.

Nous souhaitons que notre demande soit soumise au vote de notre assemblée lors de la réunion plénière du jeudi 10 octobre 2024, en espérant que celle-ci reçoive votre accord ainsi que celui de l'ensemble des collègues. Elle exprime ainsi une volonté de prendre part à l'émergence, sous de nouvelles modalités, d'un travail objectif et responsable de notre Assemblée face à la crise que traverse l'Aide Sociale à l'Enfance.

Nous tenions donc, Monsieur le Président, à porter à votre connaissance cette démarche. Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations respectueuses.

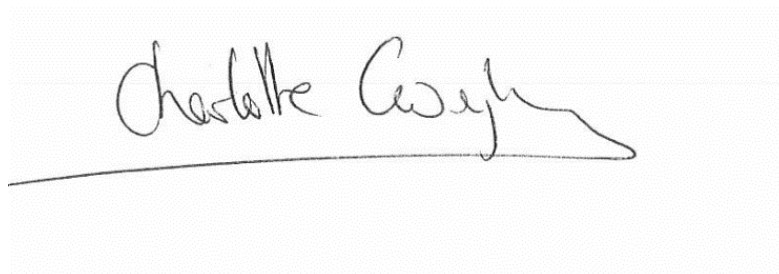
À Rouen, le 02 Octobre 2024

Les présidents des groupes départementaux « Pour les Seinomarins », « Gauche communiste, combative et républicaine », « Agir ensemble au département » et « Écologie 76 » :

Guillaume COUTEY
Conseiller départemental du canton de Notre-Dame-de-Bondeville
Vice-Président du groupe « Pour les Seinomarins »

A stylized handwritten signature in black ink, featuring a large loop and a horizontal line.

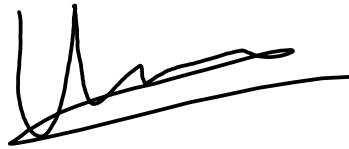
Charlotte GOUJON
Conseillère départementale du canton de Petit-Quevilly
Vice-Présidente du groupe « Pour les Seinomarins »

A handwritten signature in black ink, written in a cursive style, with the name 'Charlotte Goujon' clearly legible.

Séverine BOTTE
Conseillère départementale du canton de Saint-Étienne-du-Rouvray
Présidente du groupe de la « Gauche communiste, combative et républicaine »

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops.

Dominique METOT
Conseiller départemental du canton de Bolbec
Président du groupe « Agir ensemble au département »



Jean-Michel BEREGOVY
Conseiller départemental du canton de Rouen 2
Président du groupe « Écologie 76 »



Les élus du groupe Pour les Seinomarins :

Christophe BOUILLON
Conseiller départemental du canton de Barentin



Pierrette CANU
Conseillère départementale du canton de Barentin



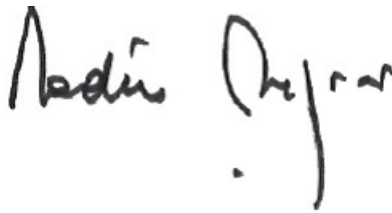
Brigitte MANZANARES
Conseillère départementale du canton de Canteleu



David LAMIRAY
Conseiller départemental du canton de Canteleu



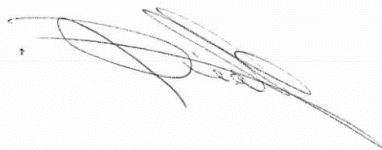
Nadia MEZRAR
Conseillère départementale du canton de Saint-Pierre-Lès-Elbeuf



Nicolas ROULY
Conseiller départemental du canton de Grand-Quevilly



Tacko DIALLO
Conseillère départementale du canton de Grand-Quevilly



Agnès LARGILLET
Conseillère départementale du canton de Notre-Dame-de-Bondeville



Bastien CORITON
Conseiller départemental du canton de Port-Jérôme-sur-Seine



Patricia RENO
Conseillère départementale du canton de Port-Jérôme-sur-Seine




Pierre CAREL
Conseiller départemental du canton du Petit-Quevilly



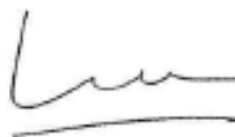
Marie FOUQUET
Conseillère départementale du canton de Rouen -1



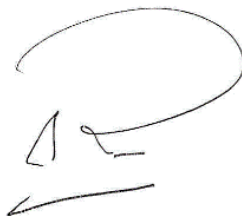
Valentin RASSE-LAMBRECQ
Conseiller départemental du canton de Rouen -1



Caroline DUTARTE
Conseillère départementale du canton de Rouen -3



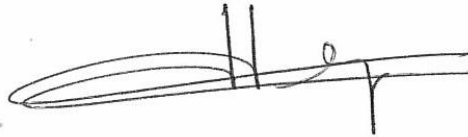
Alexis RAGACHE
Conseiller départemental du canton de Sotteville-lès-Rouen



Léa PAWELSKI
Conseillère départementale du canton de Sotteville-lès-Rouen



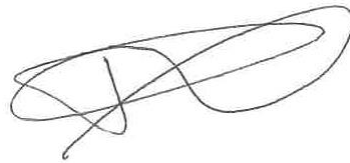
Julie LESAGE
Conseillère départementale du canton d'Elbeuf



Didier MARIE
Conseiller départemental du canton d'Elbeuf



Valérie GARRAUD
Conseillère départementale du canton d'Eu

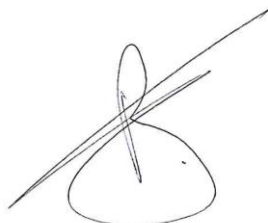


Jérôme DUBOST
Conseiller départemental du canton du Havre 2



Les élus du groupe « Gauche communiste, combative et républicaine » :

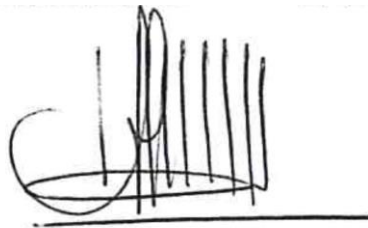
Alban BRUNEAU
Conseiller départemental du canton du Havre – 3



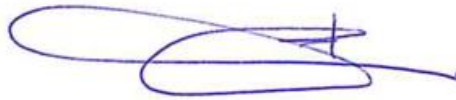
Sophie HERVE
Conseillère départementale du canton du Havre- 3

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

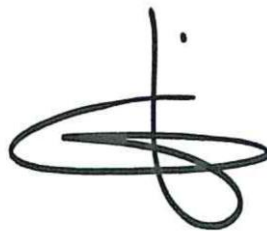
Maryline FOURNIER
Conseillère départementale du canton de Dieppe -2

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'M' followed by several vertical lines and a horizontal base.

Laurent JACQUES
Conseiller départemental du canton d'Eu

A handwritten signature in blue ink, showing a large, fluid loop followed by a horizontal stroke and a small crossbar.

Nicolas LANGLOIS
Conseiller départemental du canton de Dieppe -2

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'N' with a horizontal stroke and a small dot above it.